ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 30.923/2

DE LA SECTION DE LEGISLATION
DU CONSEIL D'ETAT

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 16 novembre 2000, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal d'exécution "relatif au fonctionnement et à l'administration des établissements de jeux de hasard de classe III, aux modalités des demandes et la forme de la licence de classe C", a donné le 21 novembre 2000 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE

ADVIES 30.923/2

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 16 november 2000 door de Minister van Justitie verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de werking en het beheer van de kansspelinrichtingen klasse III, de wijze van aanvragen en de vorm van een vergunning klasse C", heeft op 21 november 2000 het volgende advies gegeven :

Suivant l'article 84, alinéa 1er, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, inséré par la loi du 4 août 1996, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

La lettre s'exprime en ces termes :

> "(l'urgence est motivée par le fait) ... door de omstandigheid dat naast de lijst van de toegelaten kansspelen, en de werkingsregels, ervan, het absoluut noodzakelijk is de werking en het beheer van de kansspelinrichtingen klasse III te regelen en de voorwaarden tot het bekomen van een vergunning klasse C en de vorm biervan te bepalen en tegelijk in werking te laten treden.".

A ce sujet, le ministre demandeur précise dans une nouvelle lettre du 20 novembre 2000 que :

> "En ce qui concerne la précision de l'urgence invoquée pour la demande d'avis, je me permets de vous adresser les précisions suivantes.
>
> L'article 39 de la nouvelle loi du 7 mai 1999 sur les jeux de hasard, les établissements de jeux de hasard et la protection des joueurs ne permettra plus que deux jeux de hasard dans les établissements de classe III (débits de boissons). Jusque maintenant, ce nombre était fixé à trois (cfr. Article 2 de l'arrêté royal du 13.01.1975 portant la liste des jeux de hasard dont l'exploitation est autorisée).
>
> Ceci implique que dès l'entrée en vigueur de la nouvelle loi sur ce point, le nombre d'appareils exploités devra en tout cas être réduit. Il s'agit d'appareils de jeux pour lesquels une taxe non récupérable doit être payée le 01.01.2001.
>
> En vue d'assurer quand même, malgré les restrictions imposées, des conditions d'exploitation raisonnables, il faut qu'il n'y ait pas de doute sur les

appareils qui peuvent être exploités à cette date là. De plus que bon nombre des appareils actuellement exploités ne satisfont ou ne satisferont plus aux règles de fonctionnement et devront donc disparaître malgré la taxe déjà payée et, comme je l'ai déjà évoqué, non récupérable. Il me semble donc indispensable de faire entrer en vigueur ces dispositions au plus tard le 1er janvier 2001.".

## Observations particulières

### Examen du projet

#### Préambule

1. Les articles 20, 21 et 61 de la loi du 7 mai 1999 sur les jeux de hasard, les établissements de jeux de hasard et la protection des joueurs sont également les fondements de l'arrêté en projet. Ils doivent donc être visés au préambule.

2. Il convient de compléter l'alinéa 2 du préambule en indiquant la date à laquelle l'avis de la commission des jeux de hasard a été donné.

Par ailleurs, s'agissant d'une formalité préalable obligatoire, émanant d'un organisme officiel, il convient que de tels avis soient datés et signés.

## Dispositif

### Article 2

Cette disposition du projet paraphrase, dans une large mesure, les articles 20 et 21 de la loi du 7 mai 1999, précitée.

Elle doit, en conséquence, être omise.

### Article 3

Le texte néerlandais doit être rédigé ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

### Article 5

Cette disposition du projet prévoit que l'accès aux jeux est interdit en état d'ivresse.

Or, la loi du 7 mai 1999, précitée, comprend un chapitre VI relatif aux mesures de protection des joueurs et des parieurs.

Aux termes des dispositions de ce chapitre, certaines catégories de citoyens ne peuvent accéder aux salles de jeux (article 54, §§ 1er et 2) et la commission des jeux de hasard peut également décider de l'exclusion de certaines personnes des salles de jeux (article 54, §§ 3 et 4).

En conséquence, l'interdiction visée à l'article 5 du projet n'a pas de base légale.

Sans une consécration légale de cette interdiction, le Conseil d'Etat n'aperçoit d'ailleurs pas la sanction qui pourra être prise en cas de violation de cette disposition alors que le non-respect des interdictions visées à l'article 54 de la loi du 7 mai 1999, précitée, est sanctionné pénalement en vertu de l'article 64 de la même loi.

Cette disposition doit, en conséquence, être omise.

Article 6

Compte tenu de l'observation qui vient d'être faite sous l'article 5 du projet, il convient d'omettre de l'écriteau la mention suivant laquelle "l'accès aux jeux de hasard est strictement interdit en état d'ivresse".

Article 7

Les mots "En application de l'article 61 de la loi du 7 décembre 1999" sont superflus et doivent être omis.

Il suffit que la disposition en question figure comme fondement légal au préambule.

Le texte néerlandais doit être rédigé en tenant compte de l'observation formulée dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 8

L'article 59 de la loi du 7 mai 1999, précitée, dispose :

> "... les jeux de hasard ne peuvent être pratiqués qu'avec des fiches ou des jetons payés comptant, propres à l'établissement de jeux de hasard concerné et fournis exclusivement par celui-ci à l'intérieur de celui-ci, ou encore avec des pièces de monnaie.".

Le texte, en projet, ne fait que reproduire sous une autre forme cette disposition et doit être omis.

Article 10

Cette disposition du projet paraphrase l'article 43, 3., de la loi du 7 mai 1999, précitée, qui dispose que

> "... la comptabilité des opérations de jeu doit être tenue distinctement de celle des autres activités auxquelles pourrait se livrer cet établissement de jeux de hasard.".

Elle doit, en conséquence, être omise.

Article 12

Cette disposition du projet dispose qu'

> "une période de transition de douze mois est prévue après l'entrée en vigueur du présent arrêté.".

Cependant, elle n'indique pas la portée de ce régime transitoire.

Cette disposition doit, en conséquence, être fondamentalement repensée.

Article 13

Aux termes de la loi du 7 mai 1999, précitée, la commission ne peut que délivrer ou refuser de délivrer les licences d'exploitation prévues par cette loi.

De même, elle peut, en vertu de l'article 21, 2., de la loi précitée,

> "... par décision motivée et selon les modalités définies par le Roi, prononcer les avertissements, suspendre pour une durée déterminée ou retirer la licence et interdire provisoirement ou définitivement l'exploitation d'un ou de plusieurs jeux de hasard en cas de non-respect des dispositions de la présente loi et de ses arrêtés d'exécution.".

Dans ces différentes hypothèses, la licence a bel et bien été délivrée.

Or, en vertu de la disposition en projet, la commission des jeux de hasard est autorisée à délivrer "après un examen provisoire", une "lettre type" qui a "la valeur d'une attestation permettant l'exploitation provisoire des jeux de hasard jusqu'à la décision définitive de la commission".

La loi du 7 mai 1999, précitée, n'autorise cependant pas la commission à délivrer des attestations provisoires d'exploitation de jeux de hasard.

Pareille disposition aurait dû être consacrée dans la loi elle-même.

Par ailleurs, qu'adviendra-t-il de la garantie financière qui aura dû être versée à l'Etat sur la base de l'article 71 de la loi du 7 mai 1999, précitée, si la commission décide de refuser la délivrance de la licence proprement dite ?

Le mécanisme ainsi envisagé dans l'arrêté en projet n'est guère compatible avec les termes de la loi précitée car selon l'article 71, précité, les licences visées à l'article 25 de la même loi ne deviennent définitives qu'après le versement de la garantie réelle.

Or, en l'espèce, ce n'est pas le cas puisque la garantie est versée dans le cadre d'une exploitation provisoire des jeux de hasard.

Cette disposition du projet doit être omise.

Article 14

A ce jour, seuls les articles 9 à 23 de la loi du 7 mai 1999, précitée, sont entrés en vigueur, en vertu de l'article 78 de la même loi.

Par contre, pour les autres articles de cette loi, il revient au Roi d'en fixer la date d'entrée en vigueur.

Compte tenu de l'objet de l'arrêté en projet, il convient d'y insérer une disposition fixant la date d'entrée en vigueur des dispositions de la loi qu'il exécute à savoir, notamment, les articles 43, 61 et 77.

Observation finale

Le texte néerlandais du projet doit être rédigé en tenant compte des observations formulées dans la version néerlandaise, in fine, du présent avis.

---

Overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, ingevoegd bij de wet van 4 augustus 1996, moeten in de adviesaanvraag in het bijzonder de redenen worden aangegeven tot staving van het spoedeisende karakter ervan.

In het onderhavige geval luidt die motivering in de brief aldus :

> "(het verzoek om spoedbehandeling wordt gemotiveerd) ... door de omstandigheid dat naast de lijst van de toegelaten kansspelen, en de werkingsregels, ervan, het absoluut noodzakelijk is de werking en het beheer van de kansspelinrichtingen klasse III te regelen en de voorwaarden tot het bekomen van een vergunning klasse C en de vorm hiervan te bepalen en tegelijk in werking te laten treden.".

Wat dat betreft stelt de minister die het advies aanvraagt in een nieuwe brief van 20 november 2000 :

> "En ce qui concerne la précision de l'urgence invoquée pour la demande d'avis, je me permets de vous adresser les précisions suivantes.
>
> L'article 39 de la nouvelle loi du 7 mai 1999 sur les jeux de hasard, les établissements de jeux de hasard et la protection des joueurs ne permettra plus que deux jeux de hasard dans les établissements de classe III (débits de boissons). Jusque maintenant, ce nombre était fixé à trois (cfr. Article 2 de l'arrêté royal du 13.01.1975 portant la liste des jeux de hasard dont l'exploitation est autorisée).
>
> Ceci implique que dès l'entrée en vigueur de la nouvelle loi sur ce point, le nombre d'appareils exploités devra en tout cas être réduit. Il s'agit d'appareils de jeux pour lesquels une taxe non récupérable doit être payée le 01.01.2001.

En vue d'assurer quand même, malgré les restrictions imposées, des conditions d'exploitation raisonnables, il faut qu'il n'y ait pas de doute sur les appareils qui peuvent être exploités à cette date là. De plus que bon nombre des appareils actuellement exploités ne satisfont ou ne satisferont plus aux règles de fonctionnement et devront donc disparaître malgré la taxe déjà payée et, comme je l'ai déjà évoqué, non récupérable. Il me semble donc indispensable de faire entrer en vigueur ces dispositions au plus tard le 1er janvier 2001.".

Bijzondere opmerkingen

Onderzoek van het ontwerp

Aanhef

1. Ook de artikelen 20, 21 en 61 van de wet van 7 mei 1999 op de kansspelen, de kansspelinrichtingen en de bescherming van de spelers vormen de rechtsgrond van het ontworpen besluit. Ze moeten dus vermeld worden in de aanhef.

2. Het tweede lid van de aanhef moet aangevuld worden met de datum waarop het advies van de kansspelcommissie is gegeven.

Bovendien behoren zulke adviezen, aangezien het gaat om een voorafgaand vormvoorschrift en ze uitgaan van een officieel orgaan, gedateerd en ondertekend te worden.

Dispositief

Artikel 2

Deze bepaling van het ontwerp is grotendeels een parafrase van de artikelen 20 en 21 van de genoemde wet van 7 mei 1999.

Ze moet dan ook vervallen.

Artikel 3

Men schrijve :

"Art. 3. In geval van een gunstige beslissing wordt ... gevoegd, bezorgd aan de betrokkene.".

Artikel 5

Deze bepaling van het ontwerp stelt dat deelname aan kansspelen verboden is voor personen in staat van dronkenschap.

De genoemde wet van 7 mei 1999 bevat een hoofdstuk VI betreffende maatregelen ter bescherming van spelers en gokkers.

Luidens de bepalingen van dat hoofdstuk krijgen sommige categorieën van burgers geen toegang tot de speel-

zalen (artikel 54, §§ 1 en 2) en kan de kansspelcommissie tevens beslissen sommige personen de toegang tot de speelzalen te ontzeggen (artikel 54, §§ 3 en 4).

Het verbod genoemd in artikel 5 van het ontwerp heeft dan ook geen rechtsgrond.

Het is de Raad van State overigens niet duidelijk welke sanctie opgelegd kan worden indien deze bepaling wordt geschonden, zolang dat verbod niet wettelijk is vastgelegd. Een overtreding daarentegen van de verbodsbepalingen van artikel 54 van de genoemde wet van 7 mei 1999 wordt strafrechtelijk bestraft krachtens artikel 64 van dezelfde wet.

Deze bepaling moet dan ook vervallen.

Artikel 6

Gezien de opmerking die zonet is gemaakt bij artikel 5 van het ontwerp, moet de vermelding op het bord dat "deelname aan kansspelen (...) ten strengste verboden (is) voor personen in staat van dronkenschap", vervallen.

Artikel 7

De woorden "Overeenkomstig artikel 61 van de wet van 7 december 1999" zijn overbodig en moeten vervallen.

Het is voldoende dat de betrokken bepaling als rechtsgrond wordt genoemd in de aanhef.

Het zou beter zijn te schrijven : "... op een standaard die zodanig dat hij opvalt moet worden geplaatst onder het bord ...".

Artikel 8

Artikel 59 van de genoemde wet van 7 mei 1999 bepaalt het volgende :

> (...) Aan de kansspelen mag alleen worden deelgenomen met contant betaalde speelpenningen en -fiches, die eigen zijn aan de spelinrichting en uitsluitend binnen haar muren door haar personeel worden uitgereikt, of met muntstukken.".

De ontworpen tekst is niet meer dan een herformulering van deze bepaling en moet vervallen.

Artikel 10

Deze bepaling van het ontwerp is een parafrase van artikel 43, 3., van de genoemde wet van 7 mei 1999, dat bepaalt dat :

> "(...) zowel met betrekking tot de spelverrichtingen als tot de andere activiteiten die de kansspelinrichting uitoefent, een afzonderlijke boekhouding moet worden gevoerd.".

Ze moet bijgevolg vervallen.

Artikel 12

Deze bepaling van het ontwerp stelt het volgende :

"Een overgangsperiode van twaalf maanden wordt voorzien na de inwerkingtreding van dit K.B.".

Ze geeft echter niet aan wat de strekking is van die overgangsregeling.

Deze bepaling moet dan ook grondig worden herzien.

Artikel 13

Luidens de genoemde wet van 7 mei 1999 kan de commissie de exploitatievergunningen waarin die wet voorziet alleen afgeven of weigeren.

Ze kan ook, krachtens artikel 21, 2., van de genoemde wet,

"(...) bij gemotiveerde beslissing en op de wijze die de Koning bepaalt, de waarschuwingen uitspreken, de vergunning voor een bepaalde tijd schorsen of intrekken en een voorlopig of definitief verbod van exploitatie van een of meer kansspelen opleggen ingeval de bepalingen van deze wet en haar uitvoeringsbesluiten niet worden nageleefd.".

In die verschillende gevallen is de vergunning wel eerst afgegeven.

Krachtens de ontworpen bepaling is de kansspelcommissie evenwel gemachtigd om "na voorlopig onderzoek", een "standaardbrief" af te geven die "geldt als toelating voor de voorlopige uitbating van de kansspelen tot de definitieve beslissing van de commissie".

De genoemde wet van 7 mei 1999 machtigt de commissie echter niet om voorlopige vergunningen voor de exploitatie van kansspelen af te geven.

Zulk een bepaling had in de wet zelf ingeschreven moeten worden.

Wat geschiedt er overigens met de financiële waarborg die luidens artikel 71 van de genoemde wet van 7 mei 1999 aan de Staat gestort moet zijn, indien de commissie beslist de eigenlijke vergunning te weigeren ?

Het mechanisme dat in het ontworpen besluit aldus wordt uitgedacht is zo goed als onverenigbaar met de inhoud van de genoemde wet, aangezien de vergunningen genoemd in artikel 25 van dezelfde wet, luidens het genoemde artikel 71, pas definitief worden nadat de zakelijke waarborg is gestort.

In het onderhavige geval is dat niet zo, aangezien de waarborg gestort wordt in het kader van een voorlopige exploitatie van kansspelen.

Deze bepaling van het ontwerp moet vervallen.

Artikel 14

Tot op heden zijn krachtens artikel 78 van de genoemde wet van 7 mei 1999, alleen de artikelen 9 tot 23 van die wet in werking getreden.

Voor de andere artikelen van die wet daarentegen, moet de Koning de datum van inwerkingtreding nog bepalen.

Gezien het onderwerp van het ontworpen besluit, is het nodig daarin een bepaling op te nemen waarbij de datum van inwerkingtreding wordt vastgesteld van de wetsbepalingen die het uitvoert, meer bepaald van de artikelen 43, 61 en 77.

Slotopmerkingen

De Nederlandse tekst van o.m. de bijlagen zou uit een oogpunt van correct taalgebruik verbeterd moeten worden. Ongerekend de tekstvoorstellen die in het corpus van het advies gemaakt zijn, worden bij wijze van voorbeeld ten overvloede de volgende tekstvoorstellen gedaan :

Bijlage I

Onder A. NATUURLIJKE PERSONEN schrijve men : "de vergunning aan de commissie te bezorgen." Onder B. RECHTSPERSONEN schrijve men: "Adres van de zetel". Onder C. VRAGEN BETREFFENDE ... schrijve men : "VRAGEN OVER ZOWEL

NATUURLIJKE PERSONEN ALS RECHTSPERSONEN" en in C. 5) : "Als bijlage dient een advies ..."

Bijlage II

Onder GEGEVENS BETREFFENDE DE VERGUNNINGHOUDER schrijve men : "Adres van de zetel" alsook "Naam van de gedelegeerd bestuurder".

Tot slot wordt erop gewezen dat het beter zou zijn om naar het voorbeeld van de wet te werken met de termen "exploiteren, exploitatie" in plaats van met de termen "uitbaten, uitbating". Ook zou het woord "u", zoals gebruikelijk is, altijd met een kleine letter geschreven moeten worden.

---

La chambre était composée de

Messieurs Y. KREINS, conseiller d'Etat, président,
de Heren staatsraad, voorzitter,

P. LIENARDY, conseillers d'Etat,
P. QUERTAINMONT, staatsraden,

Madame B. VIGNERON, greffier,
Mevrouw griffier.

Le rapport a été présenté par Mme P. VANDERNACHT, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par Mme A.-F. BOLLY, référendaire adjoint.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. LIENARDY.

De kamer was samengesteld uit

Het verslag werd uitgebracht door Mevr. P. VANDERNACHT, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door Mevr. A.-F. BOLLY, adjunct-referendaris.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. LIENARDY.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

B. VIGNERON

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

Y. KREINS